

Changements de la structure sociale de la Pologne rurale entre 1991 et 2015

Maria Halamska

Introduction

L'analyse concerne les changements de la structure sociale qui « caractérise toujours l'état d'une société donnée, constitue une sorte de sa légitimation, l'ensemble des propriétés de son identité, étant en même temps un élément et un facteur causal de la dynamique sociale » (Gilejko, 2010 : 17). Cette constatation succincte montre la signification de recherches consacrées à la structure sociale, qui sont essentielles pour établir un diagnostic de l'état et de la dynamique d'une société soumise à des changements importants sous l'effet de facteurs politiques, économiques et globaux. Ces facteurs, leur succession et leur co-occurrence, ont été l'objet de plusieurs analyses, tout comme les conséquences sociales qui en découlent, en particulier les changements dans la structure sociale de la société polonaise.

Comme tous les phénomènes sociaux, la structure sociale change. Dans l'histoire il y a eu des temps de « longue durée » ; d'autres changements ont été accélérés par la révolution industrielle et la naissance de la société industrielle. Les changements survenus à cette période établirent les bases des relations entre les deux composantes essentielles de toute société – la ville et la campagne. La population rurale perdait de l'importance du point de vue quantitatif ainsi que relativement à l'ensemble de la population nationale, ce qui constitue l'essence du processus de déruralisation ; en même temps, elle perdait sa spécificité sous l'influence de l'urbanisation. La structure sociale des collectivités rurales changeait aussi : le segment agraire diminuait et subissait de profonds changements, ce que les sociologues appelèrent « la fin des paysans » (Mendras, 1967) ; des représentants des couches sociales non-paysannes firent leur apparition à la campagne. Le déroulement des processus du changement a suivi un ordre similaire

dans tous les pays développés de l'Ouest qui fonctionnaient selon les règles de l'économie du marché. La transition vers les sociétés post-industrielles de la modernité tardive s'est traduite par une nouvelle série de changements de la structure sociale de la campagne. Ces changements démographiques et sociaux affectant la composition des structures locales, ainsi que l'arrivée de divers nouveaux groupes socio-professionnels, ont été l'objet de l'analyse de Bernard Kayser, publiée sous le titre significatif *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental* (1990).

Les changements de la structure sociale des campagnes eurent lieu aussi dans « l'autre Europe », dont en Pologne. Le substrat en était toutefois spécifique, dû au caractère périphérique de ce territoire (Wallerstein, 1974). Il suffit de rappeler qu'en Pologne en 1950 60 % des employés étaient engagés dans le secteur primaire, alors que les deux autres secteurs ne formaient qu'environ 20 % chacun. La suite des changements correspondait à la période communiste¹, avec toutefois une différence clé par rapport au reste de l'Europe centre-orientale, à savoir que le projet de collectivisation y a été abandonné (Swain, 2000). La structure de l'emploi proche de celle d'une société industrielle n'apparut en Pologne que vers 1970, et celle propre aux sociétés post-industrielles au début des années 1990. En 1992, la part des employés dans le secteur primaire était d'environ 28 %, 30 % dans le secondaire et 42 % dans le tertiaire. Les valeurs correspondantes pour 2015 sont respectivement de 10 %, 30 % et 60 %. C'est précisément cette période des changements dynamiques de la structure sociale de la Pologne rurale, qui coïncide avec la transformation post-communiste, qui sera analysée dans cette étude.

La base empirique de l'analyse est constituée par les données des sondages sociologiques représentatifs menés à partir du début des années 1990, à savoir le *Polski Generalny Sondaż Społeczny* en 1992 [Sondage social général de la Pologne ; abrégé PGSS 1992] et les *Diagnoza Społeczna* de 2003 et 2015, ainsi que l'*European Social Survey* (ESS 2010). C'est en suivant ces recherches que nous avons adopté la subdivision en groupes socio-professionnels, constituant une classification universelle, utilisée par le *Główny Urząd Statystyczny* [Bureau statistique principal]. Il s'agit d'une classification hiérarchisée de professions et spécialités présentes sur le marché du travail ; elle comporte cinq niveaux. Au fur et à mesure de cette classification, les professions sont de plus en plus regroupées ; il y a également des noms et des symboles standardisés². Les notions-clés

1 Cette période couvre les années 1944–1989.

2 La classification ISCO-08 distingue 10 groupes majeurs, 43 grands groupes, 132 groupes moyens et 444 groupes élémentaires. Ainsi par exemple le groupe majeur des « ouvriers et ouvriers agricoles » se compose de trois grands groupes, neuf groupes moyens et 17 groupes élémentaires.

sont ici : profession, spécialité, qualifications et savoir-faire professionnel. Ici nous utilisons le degré maximal d'agrégation des professions, regroupées au sein de dix groupes professionnels majeurs (voir Tableau 1) ; chacun de ces groupes prend en compte le niveau d'éducation nécessaire pour exercer une profession donnée.

Évolution de la structure socio-professionnelle de la campagne

L'analyse de l'évolution de la structure sociale de la campagne est conduite selon l'approche catégorielle, conçue en tant que système de catégories sociales séparées (Tableau 1). La profession constitue l'indicateur de l'appartenance à une catégorie donnée, car une profession remplit « les critères essentiels d'un indicateur sommaire au sein d'une structure sociale » (Domański *et al.*, 2012 : 21). On crée des classifications de professions existantes qui peuvent être définies comme « un ensemble de catégories servant à identifier les éléments essentiels d'une structure sociale, sans toutefois préjuger dans quelle mesure ces catégories reflètent une hiérarchie » (Domański *et al.*, 2012 : 21).

Tableau 1. Structure socio-professionnelle de la population rurale active entre 1991 et 2015 (en %)

Groupes socio-professionnels	PGSS 1992	DS 2003	DS 2015
0. Professions militaires	0	0,5	0,5
1. Directeurs, cadres de direction et gérants	0,5	3	3
2. Professions intellectuelles et scientifiques	2	7	8
3. Professions intermédiaires	7	8	7
4. Employés de type administratif	3	5	5
5. Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	7	9	11
6. Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	46	38	26
7. Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	16	16	20
8. Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	8	9	11
9. Professions élémentaires	10	7	9

Source : élaboration propre d'après les bases des données des sondages PGSS 1992, DS 2003, DS 2015.

En 1992, au début de la période analysée, la structure socio-professionnelle de la campagne différait significativement de celle du reste du pays, car à la campagne les agriculteurs constituaient le groupe dominant (46 %), plus nombreux que tous les groupes des ouvriers, y compris le personnel des services directs et commerçants (41 %), sans parler des divers « cols blancs » (intelligentsia) dont l'ensemble (groupes 1–4) ne correspondait qu'à environ 12 % de la population rurale. Douze ans après, en 2003, le groupe des agriculteurs diminue de 8 points de pourcentage, tandis que les ouvriers, commerçants et le personnel des services directs deviennent le groupe dominant des actifs ruraux (40 %). L'intelligentsia augmente pour correspondre à plus du cinquième (22 %) des actifs. Cette tendance se poursuit dans la décennie suivante : le groupe socio-professionnel des agriculteurs diminue, celui des ouvriers et du personnel des services directs augmente significativement, celui des cols blancs (intelligentsia) s'accroît de façon plus modérée (jusqu'à 22 %).

La direction principale de ces changements devient plus apparente, si l'on regroupe les groupes socio-professionnels en unités plus englobantes, utilisées souvent par les analyses de la structure sociale ; il s'agit donc des agriculteurs (groupe socio-professionnel par essence rural), d'ouvriers et de la classe moyenne³. Selon une telle division, l'évolution de la structure sociale de la campagne se présente comme suit (Tableau 2).

Tableau 2. Vue simplifiée de l'évolution de la structure socio-professionnelle de la campagne (en %)

Segment de la structure socio-professionnelle	PGSS 1992	DS 2003	DS 2015	Dynamique 1992/2015
Agriculteurs*	46	38	26	57
Ouvriers**	33	36	45	136
Classe moyenne***	15	26	28	187

Légende : * groupe 6 moins les représentants de « l'ancienne » classe moyenne (travailleurs indépendants – petits entrepreneurs, artisans) ; ** groupes 5 et 7–9 moins comme ci-dessus ; *** groupes 1–4 (« nouvelle » classe moyenne), plus travailleurs indépendants dans les segments « ouvriers » et « agriculteurs ».

Source : élaboration propre d'après les données de la PGSS 1992 et les DS 2003, DS 2015.

3 La définition de cette dernière n'a pas été sans problème, ce qui est dû à sa constitution complexe car aussi bien « l'ancienne » que « la nouvelle » classe moyenne en font partie. La « nouvelle » est formée par des groupes socio-professionnels de l'intelligentsia, tandis que « l'ancienne » correspond aux personnes travaillant à leur propre compte, c'est-à-dire aux artisans et aux producteurs de petite taille.

La structure socio-professionnelle de la population rurale perd son caractère propre, son expressivité, définis jusque-là par son caractère agrarien. On observe avant tout deux processus : l'augmentation de la proportion relative de la « classe moyenne » et la diminution de la proportion des agriculteurs. Ce sont les ouvriers qui deviennent le segment dominant dans la structure socio-professionnelle, tandis que la proportion du groupe des agriculteurs est comparable à celle des différents représentants de la classe moyenne. Dans la période analysée ici, la part relative des agriculteurs dans la structure sociale des campagnes diminue de plus de 40 %, celle de la classe moyenne augmente de manière significative (la « nouvelle » classe moyenne, c'est-à-dire les groupes 1-4, fait plus que doubler), celle enfin des groupes socio-professionnels qu'on peut classer comme ouvriers, augmente d'un tiers environ.

Ces changements significatifs ont rapproché la structure de la Pologne rurale à celle de l'Europe rurale, sans toutefois avoir fait disparaître la spécificité de sa structure sociale. Elle est définie par une large proportion d'agriculteurs (anachronique à l'échelle européenne) et une part importante des groupes socio-professionnels classifiés comme représentants de la nouvelle classe moyenne (fait rare dans les pays post-communistes)⁴. Cette présentation succincte de l'évolution de la structure sociale de la Pologne rurale n'est pas sans susciter quelques questions, auxquelles nous essaierons maintenant de répondre.

Processus du changement de la structure sociale

Il y a trois processus fondamentaux qui se produisent et se superposent pendant la période analysée : la dépaysonisation, la prolétarianisation et l'embourgeoisement (appelé aussi gentrification). Leur action conjointe résulte en une professionnalisation de la structure sociale de la campagne, c'est-à-dire par l'apparition d'une structure où la place d'un individu est définie par sa profession et non par son statut social fondé sur la quantité de terre en sa possession (ou bien par la non-possession de terre). Aucun de ces trois processus n'était nouveau, chacun avait eu son histoire commençant en des moments variés au cours du XX^e siècle. Chacun de ces processus pris séparément a conduit à la désagrarisation de la campagne, c'est-à-dire à une diminution du rôle de l'agriculture

4 Une analyse détaillée de ce problème a été donnée par Halamska (2015).

dans la structure de l'emploi et les sources de revenus de ses habitants. La part de l'agriculture dans la structure des sources des revenus tombe à 5 % pour la population totale de la Pologne et à environ 12–13 % pour la population rurale. L'agriculture qui à la charnière des années 1980–1990 était pour la population rurale la source de subsistance la plus fréquente (paysans, paysans-salariés et 400 000 travailleurs des fermes de l'État, PGR), devient vers 2015 une source secondaire, bien que, depuis l'accession à l'UE, les revenus des agriculteurs aient augmenté plus que les revenus des autres catégories de la population rurale. La période pendant laquelle se sont opérés les changements majeurs qui ont donné la forme actuelle de la structure des sources de revenus de la population rurale, est celle comprise entre 1995, d'une part et 2005–2007, d'autre part.

Dépaysanisation

Il s'agit du processus conduisant à la « fin des paysans » dans son acception classique, c'est-à-dire la disparition des règles particulières de fonctionnement des exploitations familiales et la subordination de ce fonctionnement aux mécanismes de l'économie du marché (Halamska, 2004). En Pologne la vitesse du processus de « disparition des paysans »⁵ fut bien moindre qu'à l'Ouest. On peut distinguer deux phases de son accélération. La première est celle liée à ce que l'on appelle la modernisation socialiste de l'agriculture ; elle débute dans les années 1960 pour être continuée avec plus de vigueur dans les décennies suivantes. La deuxième phase de la disparition des paysans commence avec la transition systémique au lendemain de 1989.

Pendant cette période, la dépaysanisation n'a toutefois pas été un processus uniforme. Au début des années 1990, le nombre des employés dans l'agriculture s'élève de 11 %, ce qui résulte entre autres de la disparition des paysans-ouvriers qui reviennent travailler sur leurs exploitations, suite à la transformation des entreprises industrielles. Cette repaysanisation de l'agriculture ne fut toutefois que provisoire car dans la période 1996–2002 le même chiffre de l'emploi tombe de 44,4 % (Frenkel, 2007 ; Bład, 2009). Ce chiffre continue à décroître dans la décennie suivante, ce qui s'explique, entre autres, par les changements dans la manière de fonctionner des exploitations familiales. Depuis 1990 les exploitations paysannes post-traditionnelles se retrouvent dans un contexte d'une économie de marché agressive. Une telle influence

5 Voir à ce sujet Maurel *et al.* (2003).

se traduit par une diversification des exploitations et, conjointement, en des changements du statut des exploitants. On peut distinguer deux trajectoires typiques : ascension ou déclin. La première concerne environ un tiers des exploitations familiales qui resserrent leurs liens avec le marché, augmentent leur taille et intensifient la production. Cela s'accompagne d'une évolution de l'identité sociale de ce groupe d'exploitants : les paysans d'autrefois deviennent des agriculteurs professionnels, agriculteurs-producteurs, agriculteurs-entrepreneurs, ce sont donc des groupes économiquement forts et bien intégrés dans la société d'un point de vue culturel et appartenant ou aspirant à appartenir aux classes moyennes. En définissant leur identité, ils soulignent plus souvent des éléments liés à la propriété et à la possession, et notent plus souvent leurs liens avec d'autres entrepreneurs (non-agricoles) (Gorlach, 2001, 2009). S'ils mentionnent dans leur auto-identification le caractère paysan, il ne s'agit que de la coquetterie ou encore un ressentiment agrarien. On peut trouver ce « fondamentalisme agrarien » aussi chez les agriculteurs européens, et il sert à édifier un lobby politique efficace qui soit le gardien des intérêts économiques de ce groupe.

La deuxième trajectoire, celle du déclin, conduit soit à la désintégration, soit à la marginalisation des exploitations. Entre 1988 et 2010 le nombre d'exploitations individuelles de taille supérieure à 1 ha diminue de 600 000, c'est-à-dire d'environ 30 %. C'est la voie de « l'auto-élimination » selon laquelle un grand nombre d'agriculteurs (ou de leurs héritiers) transite dans des groupes sociaux non-agricoles, en cessant d'exploiter et devenant soit des ouvriers soit des représentants de la classe moyenne. Leurs exploitations liquidées « nourrissent » les exploitations en fonctionnement, ce qui permet l'augmentation de la taille moyenne de l'exploitation⁶. Ce départ peut n'être que partiel, quand l'exploitation ne disparaît pas, mais continue à fonctionner, tandis que le changement est celui de l'identité sociale de l'exploitant, qui procède de son travail en dehors de l'agriculture et du revenu lié à celui-ci. Dans ce cas, le travail dans l'exploitation et le revenu qui en découle constituent pour beaucoup de familles de campagne une source additionnelle (parfois assez importante) de revenu (moyens de subsistance) ; dans ce cas ce ne sont pas seulement les agriculteurs qui possèdent la terre, mais des représentants de presque toutes les catégories professionnelles habitant à la campagne, y compris parfois ceux venus des villes. C'est pourquoi le nombre de ceux travaillant dans l'agriculture (la plupart du temps à temps partiel assez limité) est bien plus grand que

6 A noter toutefois que cela s'est fait principalement grâce à une privatisation (d'ailleurs toujours partielle) des terres du secteur d'État dans l'agriculture.

celui des agriculteurs⁷. Après l'entrée dans l'UE, les paiements directs firent apparaître un groupe significatif de « pseudo-exploitants » : soit des exploitants qui ne font que maintenir la terre en bonne condition (sans quoi on ne peut recevoir le paiement), soit des exploitants n'exploitant pas la terre, mais la mettant sous bail informel, tout en continuant de recevoir le paiement⁸.

Ce processus se reflète par des changements de la structure socio-professionnelle de la campagne. Si, au début des années 1990, un habitant de la campagne sur deux était agriculteur, un quart de siècle plus tard la même proportion est d'un sur quatre. La part des agriculteurs dans la structure sociale des campagnes diminue ; elle est moindre dans les territoires dont l'économie est diversifiée, qu'ils soient multifonctionnels ou suburbains. Ce processus est facile à voir, ce qui ne peut être sans conséquence pour la conscience sociale, même si la désagrarisation de la conscience sociale est (ou sera) un processus bien plus long et plus compliqué.

Prolétarianisation

La « prolétarianisation » de la campagne n'est pas une notion nouvelle ; déjà les marxistes ont effectué plusieurs analyses de ce problème. Ici toutefois on utilisera ce terme selon une acception différente. La prolétarianisation signifie ici le processus consistant à « imbiber » les sociétés rurales de groupes socio-professionnels appartenant à la catégorie des ouvriers. A la campagne polonaise les ouvriers ne sont pourtant pas un groupe nouveau. Le prolétariat rural a été nombreux dans l'entre-deux-guerres, mais ce n'étaient pas des ouvriers industriels. Leur apparition massive à la campagne polonaise a débuté dans les années 1950 comme une conséquence du processus d'industrialisation (socialiste) du pays. En 1970, Ryszard Turcki résume ce processus comme suit : « La participation de la population rurale dans le processus de l'industrialisation de la Pologne trouve une expression indéniable dans le fait qu'une main d'œuvre nombreuse et relativement bon marché ait été engagée dans la production industrielle, soit par le biais de la migration vers les villes et les pôles industriels, soit par celui des trajets quotidiens à destination du lieu de travail. Ce second groupe était la source particulièrement importante d'une main d'œuvre relativement bon marché.

7 Voir l'analyse détaillée dans la suite de ce chapitre.

8 Les règles de ces baux découlent des coutumes locales : la plupart du temps ils sont à court terme, le propriétaire reçoit le paiement et c'est lui aussi qui paie la taxe agricole ; l'utilisateur ne paie aucune redevance au propriétaire.

Les ouvriers recrutés parmi la population rurale, en particulier ceux vivant sur des exploitations agricoles individuelles, se contentaient de salaires relativement bas et de postes moins attrayants du point de vue financier » (Turski, 1970 : 239). La dynamique de ce processus était particulièrement forte dans les régions en transformation industrielle. Selon certaines estimations, en 1988 de tels ouvriers étaient présents dans plus de la moitié des exploitations agricoles. Une nouvelle étape de ce processus a commencé avec la transformation systémique, conséquence de la restructuration de l'économie. Il en a résulté une diminution de l'emploi dans l'industrie, plus particulièrement dans les années 1990 : le nombre des employés dans l'industrie est de 3 728 000 en 1995, 2 858 000 en 2005 et 2 909 000 en 2010. Un processus analogue concerne la construction, un autre secteur employant souvent les habitants de la campagne. De 1995 environ jusqu'au début des années 2000, la proportion des ouvriers dans la structure sociale de la campagne (voir Tableau 1) subit une diminution passagère ; l'augmentation ne reprend qu'à partir de 2004. Sa structure interne change aussi : le groupe des ouvriers qualifiés augmente (employés des services et du commerce, ouvriers industriels et opérateurs des machines), la proportion d'ouvriers non qualifiés et de personnes exécutant des travaux simples diminue. Il s'agit d'un effet conjoint de la modernisation technologique de la production et de l'entrée sur le marché du travail d'une génération nouvelle, mieux éduquée.

Dans cette période, le processus de la prolétarianisation de la campagne a lieu avant tout sous l'effet de processus externes par rapport au monde rural, à savoir la restructuration de l'économie ; certains secteurs de l'économie diminuent, en liquidant des emplois, tandis que d'autres, au contraire, augmentent et offrent de nouveaux emplois. La structure de la propriété des entreprises change aussi : en 1990, 67 % des agents économiques relevaient de l'État, alors que le nombre correspondant pour 2013 est 0.4 % (3,5 % si l'on compte les sociétés avec une participation du trésor public). En 2015, les ouvriers appartiennent avant tout au secteur privé⁹, souvent dans de petites entreprises. Ces petites entreprises, très fréquentes à la campagne, forment ce qu'on appelle un secteur périphérique, lequel utilise souvent des technologies peu modernes, rémunère moins ses employés et a de moindres exigences quant à leurs qualifications.

Dans le quart de siècle en question ici, les ouvriers ont changé, y compris quant à leur conscience et leur identité sociale. Les recherches de Juliusz Gardawski montrent que aussi bien des ouvriers qualifiés que non qualifiés

9 Le nombre des employés du secteur privé est le quadruple de ceux employés dans les secteurs public ou de l'État.

n'adoptaient le qualificatif de la « classe ouvrière » ou d'« ouvriers » que très rarement, mais définissaient leur groupe comme celui de « ceux qui travaillent », ou encore comme celui appartenant à un groupe « moyen » ou « inférieur ». Cela veut dire que la notion d'« ouvrier » ou de la « classe ouvrière » a été partiellement chassée de la conscience d'une bonne partie des ouvriers polonais (Gardawski, 2008 : 97). Les raisons en sont sans doute une meilleure éducation (70 % des employés de l'industrie et du commerce a une éducation secondaire, 40 % dans les trois autres groupes ouvriers), le changement du caractère du travail pour lequel de simples besognes physiques « ouvrières » sont de plus en plus minoritaires. Pour ce qui concerne les ouvriers habitant à la campagne, les tendances sont analogues.

Embourgeoisement

Le processus de la croissance de la classe moyenne à la campagne est appelé ici l'embourgeoisement de la campagne. Il avait été observé dès les années 1960 par Ruth Glass, qui décrivait le processus complexe « d'améliation » d'un quartier ouvrier et industriel de Londres par le terme métaphorique de *gentrification* (du mot *gentry*). Cette notion a été transférée pour décrire les processus qui avaient cours à la campagne ; les auteurs utilisent aussi le mot « embourgeoisement rural » (Guimond, Simard, 2010), la « gentrification » (Philips 1993) ou encore « gentrification in rural settings » (Maloutas, 2011 : 35). A noter que les analyses de la gentrification insistent sur la migration de la classe moyenne vers les campagnes. Ici toutefois, en utilisant le vocable de l'embourgeoisement de la campagne, nous voulons décrire les changements de la structure socio-professionnelle de la population rurale, consistant en une augmentation de la proportion relative de divers groupes de la classe moyenne, sans que l'origine citadine de cette dernière ne soit une condition nécessaire. Ce processus consiste donc à imbiber, si l'on peut dire, la structure sociale de la campagne par les personnes occupant des positions supérieures dans la stratification sociale par rapport à celles typiques de la population rurale traditionnelle. Ces personnes ont un plus grand capital culturel, des revenus plus importants, et un style de vie différent de celui caractérisant le monde rural et populaire. Un meilleur terme serait celui de « moyennisation », une notion utilisée par Henri Mendras dans *La seconde Révolution française 1965–1984* (Mendras, 1994).

Nulle part la « classe moyenne » n'est un phénomène rural. Elle apparaît dans la société capitaliste industrielle, croît et subit des changements au fur et à mesure de l'évolution de cette société. Aujourd'hui, dans les sociétés

à économie du marché les plus développées, sa proportion relative dans la structure sociale des campagnes est à peu près la même que dans les villes. En Grande-Bretagne, dont l'agriculture a suivi un développement particulier, elle est plus nombreuse dans les campagnes que dans les villes (Halamska, 2015). Dans la campagne polonaise, encore un exemple de trajectoire particulière du développement, elle apparaît au début du XX^e siècle sous forme d'un membre plutôt solitaire de l'intelligentsia : normalement d'abord le prêtre ou l'instituteur, puis l'agronome ou le fonctionnaire communal, parfois le médecin. Ils n'appartenaient toutefois guère à la campagne, mais à un « monde différent », comme l'a résumé Józef Chałasiński dans *La nouvelle génération de paysans* (1938). Mais il existe un deuxième groupe de la classe moyenne « ancienne », celui-ci plus nombreux : il s'agit des artisans ruraux, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale très souvent d'origine juive, donc encore une fois « étrangers ». Lors de la Guerre, cette dernière communauté a disparu des campagnes à la suite de la Shoah. Le groupe des artisans et petits entrepreneurs se désintégra encore davantage à la suite de la nationalisation de l'économie. Même si l'agriculture est restée dans les mains de propriétaires privés, l'intégralité de son environnement est devenu « socialisé », les services étant assurés par des travailleurs salariés, dont les mieux éduqués entraient dans la couche de l'« intelligentsia travailleuse ». Les critères de l'appartenance à cette dernière n'étaient guère rigides.

La montée significative de la part relative de la classe moyenne, donc l'embourgeoisement de la campagne, ne commence en Pologne qu'à partir de 1989. Il devient possible de détecter statistiquement une classe moyenne lorsque le degré d'éducation de la population rurale augmente, ce qui donne la possibilité d'exercer des métiers considérés comme caractéristiques de la classe moyenne¹⁰. C'est au cours de cette période que ce processus est devenu le plus dynamique. Il est important de noter qu'il s'agit avant tout de l'augmentation de la proportion de la « nouvelle » classe moyenne. Au début de la période analysée, la proportion de « l'ancienne » composante de la classe moyenne (artisans et marchands) était bien plus grande que la moyenne nationale : en 1991 un représentant de « l'ancienne » classe moyenne par rapport à 1,5 de la « nouvelle » classe moyenne. En 2015, le chiffre correspondant est de 3,5. La composition interne de la classe moyenne se rapproche de celle

10 Ce dont témoigne la vitesse de l'augmentation de la proportion de la population ayant une éducation au moins secondaire: en 1960 il s'agissait de 3,7 % de la population rurale, en 1970 - 5,7 %, en 1978 - 9,8 %, en 1988 - 14,9 %, en 2002 - 26,7 %, et en 2011 - 33,0 % (Frenkel, 2003, 2014).

caractérisant la Pologne dans son intégralité et l'embourgeoisement de la campagne se réalise principalement par la montée de la « nouvelle » classe moyenne.

Le processus de l'embourgeoisement de la structure sociale de la campagne polonaise atteint le maximum de sa dynamique dans les années 1990 et ralentit significativement après 2003. Ses sources sont doubles : endogènes et exogènes. La source endogène consiste dans l'augmentation du niveau d'éducation de la population rurale, plus particulièrement l'augmentation de la proportion de personnes ayant reçu une éducation supérieure, ce qui donne accès à de plus hautes positions dans la structure socio-professionnelle. Dans la période analysée, la proportion des habitants de la campagne possédant une éducation supérieure a quintuplé (selon les NSP : 1988 – 1.8 % ; 2002 – 4.2 % ; 2011 – 9.9 %¹¹). Un autre facteur important était la diminution de la vitesse de l'exode de la jeunesse éduquée vers les villes. En 1990, le solde des migrations intérieures entre les campagnes et les villes est négatif pour les campagnes (-112 000), depuis 2000 il est positif (4 000), depuis 2003 il est devenu à peu près constant avec une valeur annuelle comprise entre 30 000 et 40 000 (Frenkel, 2014). Ce changement s'est opéré sous l'influence de plusieurs éléments dont l'intensité a varié dans la période analysée : crise liée aux transformations des années 1990 et le chômage en résultant ; transformations de l'économie rurale et apparition de nouveaux agents, principalement non-agricoles ; amélioration des conditions de vie à la campagne, ce qui fait que de nombreux jeunes éduqués veulent continuer à habiter à la campagne. Les recherches réalisées vers 2000 montrèrent qu'un jeune éduqué habitant à la campagne sur deux voulait y habiter, mais plus de 70 % d'entre eux voulaient travailler en ville, car ce n'est que là qu'ils pouvaient trouver un travail satisfaisant et réaliser des aspirations professionnelles (Gorlach *et al.*, 2003). Cela se traduit par des changements du peuplement des territoires agricoles : les communes dont la population (y compris bien éduquée) augmente, sont situées au voisinage des agglomérations urbaines, tandis que des communes périphériques perdent leurs habitants.

Si l'on parle des sources exogènes de la montée de la classe moyenne à la campagne, il s'agit des migrations des villes vers les campagnes. Cette influence de la ville sur les campagnes est décrite comme de nombreuses variantes de « l'urbanisation de la campagne », suburbanisation, reruralisation, semi-urbanisation, contre-urbanisation, ou *urban sprawl*. Ces termes signalent différentes phases ou différents aspects du même

11 En 1960 0,3 % des habitants de la campagne avaient une éducation supérieure, en 1978 ce nombre était de 1,0 %.

phénomène, à savoir l'influence des villes sur la campagne. Les migrations des villes vers les campagnes appartiennent aux éléments caractéristiques du processus de gentrification. Les analyses montrent qu'il y a deux groupes de personnes migrant vers les campagnes : les représentants de la classe moyenne et les retraités qui recherchent souvent une sorte d'idylle rurale, « l'évaluation positive de la campagne comme milieu amical, sain et proche à l'homme (...). La vision d'une idylle rurale exprime le désir de l'harmonie résultant du contact avec la nature et de la proximité sociale » (Wójcik, 2011 : 47). Depuis 2000 environ, le solde des migrations intérieures est positif pour la campagne (Rosner, 2012). Les données statistiques montrent que les migrants des villes vers les campagnes sont avant tout les jeunes entre 25 et 44 ans, ayant fondé des familles, tandis que les migrations des personnes âgées sont relativement rares¹².

Les analyses du processus de l'embourgeoisement (gentrification) se basent sur deux conceptions théoriques différentes. La première s'articule autour de la notion de production, ou plus précisément des structures présentes dans l'économie. Dans les sociétés à économie de marché les formes variées de la généralisation de la propriété conduisent à l'éclipse des divisions aiguës entre classes, appelée la « mort des classes ». Ces changements sont graduels, mais de plus en plus de personnes deviennent propriétaires ou co-propriétaires de quelque chose, ce qui a une signification capitale pour la définition de leur propre place dans la société. Ce courant d'analyse explique les transformations de l'économie rurale, dont l'augmentation de la proportion du secteur des services, y compris services sociaux, comme l'éducation, la santé ou l'assistance sociale. Tous ces services ont besoin d'un personnel qualifié. Cela concerne aussi une bureaucratie rurale (administration locale) grandissante, dont une partie importante est ce qu'on appelle la classe des projets¹³.

La deuxième conception s'articule autour de la notion de consommation dont décident les ressources culturelles. Les ressources culturelles et sociales permettent d'occuper des positions sociales supérieures, et avec elles des revenus plus importants et un plus haut niveau de vie, mais avant tout

12 Frenkel dit qu'en 2008, 2010 et 2012 les indicateurs de la proportion de la tranche d'âge 25-29 ans était de 14,8, 14,8 et 13,0 par mille personnes de la population rurale de la tranche d'âge donnée, dans la tranche d'âge 30-44 ans - 11,8, 13,1 et 12,2, tandis que pour les plus de 60 ans - 3,2, 3,5 et 3,4. Dans tous les cas la proportion des personnes mariées était autour de 70 % (Frenkel, 2014 : 40). Les tranches d'âge inférieures sont mieux éduquées que les tranches d'âge supérieures et ce fait seul, malgré le manque de données sur l'éducation, peut permettre de conclure qu'elles ont aussi des facteurs de la gentrification.

13 C'est ainsi qu'Imre Kovach (2000) appela les fonctionnaires préparant des projets variés pour gagner des moyens financiers en provenance de l'UE.

elles apportent un style différent de consommation, des comportements et des aspirations différentes. On se réfère ici aux théories de Max Weber et de Pierre Bourdieu. L'embourgeoisement concerne donc ici les ressources culturelles de l'individu et se manifeste dans le domaine de la culture. C'est d'ailleurs précisément la définition des dictionnaires de sociologie où l'embourgeoisement est « le processus par lequel la classe ouvrière accepte les aspirations, standards et styles de vie bourgeois » (Marshall, 2004 : 36). L'auto-identification des habitants de la campagne indique de telles aspirations : les 3/5^e d'entre eux appartiennent à la classe moyenne, peu à la classe supérieure, un peu moins des 2/5^e à la classe inférieure (Halamska, 2018). L'apparition des personnes occupant des positions sociales supérieures (sur la base de leur capital culturel), possédant des ressources matérielles plus importantes et ayant un style de vie différent, procède de la « gentrification » de la société, ce qui est reflété par deux processus simultanés : diversification et homogénéisation (Maloutas, 2011).

En Pologne l'embourgeoisement de la campagne est un processus relativement nouveau, dynamique et ayant un avenir devant lui, comme le montre l'état de la conscience sociale. Ce processus enrichit le capital humain, social et culturel de la campagne, comme si comblant la lacune créée autrefois par les migrations des campagnes vers les villes qui ont privé ces premières de personnes jeunes et mieux éduquées. Une recomposition et une recomplexification du tissu social de la campagne a donc lieu. Ce processus conduit à la formation de sociétés rurales qui devront organiser leur vie sociale de façon différente.

Sommaire : universalité et spécificité des changements

Les processus du changement des structures sociales, ayant eu cours pendant le quart de siècle en question, ne sont pas spécifiques en eux-mêmes. Ils ont eu lieu en Europe de l'Ouest depuis les années 1950 et étaient aussi soumis aux changements concernant l'intégralité de l'économie. La reconstruction des économies après la guerre passait par l'industrialisation des États et la modernisation de l'agriculture qui devait fournir la main d'œuvre à l'industrie en développement, localisée avant tout en ville. De multiples changements à la campagne en résultèrent. Tout d'abord, la modernisation de l'agriculture, sa mécanisation et son intensification, induisirent des changements radicaux dans la manière d'exploiter la terre (« la fin des paysans »). D'autre part, une main d'œuvre

redondante fut libérée, conduisant à « l'exode agricole et rural », c'est-à-dire à la migration des campagnes et vers l'emploi dans l'industrie. Il en résulta une diminution du nombre de la population rurale et de sa proportion relative dans les sociétés (« déruralisation »), ainsi que la « désertification » des territoires ruraux périphériques, dont la conséquence furent les changements de la structure sociale de la campagne : les sociétés rurales cessèrent d'être des structures homogènes, dominées par les agriculteurs (« désagrarisation »). Pour devenir des communautés hétérogènes, à structure professionnelle diversifiée, mais dominée dans toute l'Europe par les ouvriers (« prolétarisation »). Il s'agit d'une logique de changements sociaux à la campagne conforme à la logique du développement de la société industrielle. De nouvelles tendances sont apparues – en des moments différents selon les pays – dans le dernier quart du XX^e siècle, avec l'entrée des sociétés européennes dans la phase post-industrielle. Ce phénomène s'accompagne de la contestation du modèle du développement jusque-là en vigueur et d'un regain d'intérêt pour une campagne urbanisée et désagrarisée, considérée dorénavant non seulement comme lieu de production, mais un endroit attrayant de consommation et à consommer. Cet intérêt est avant tout celui de la partie la plus importante de la société post-industrielle de consommation, à savoir la classe moyenne. Ce phénomène est considéré parfois comme une renaissance de la campagne, et certainement comme le changement de sa structure sociale par l'augmentation de la proportion relative d'une classe moyenne diversifiée : « l'embourgeoisement ou gentrification ».



Figure 1. Structure de la population rurale par segments socio-professionnels dans les pays de l'UE en 2010 (en %)

Source : élaboration propre selon la base des données ESS 2010.

On peut discuter s'il est justifié de traiter les processus ayant eu lieu à l'Ouest de l'Europe comme le modèle auquel on puisse comparer ceux se produisant en Pologne. Cette remarque se base sur la théorie de la convergence : la Pologne (ainsi que la Tchéquie et la Hongrie), depuis les années 1990, se trouve sur la voie vers des macro-structures sociales modernes (Domański, 1996). Il est aussi évident que les processus en cours en Pologne doivent prendre forme différemment par rapport aux pays occidentaux, ce qui s'explique par son caractère périphérique en Europe (selon les règles de la théorie de la dépendance), un relatif isolement entre 1945 et 1989, et le contexte global de ces processus. Il serait toutefois difficile de montrer un facteur dominant dans les transformations en cours. Je suis d'avis que ce facteur est le temps social dans lequel s'opèrent ces transformations. Si, à l'Ouest, les changements de la structure sociale des campagnes étaient régis avant tout par l'expansion d'une société industrielle, en Pologne ces changements prennent cours dans une période de désindustrialisation progressive, sous l'effet de mécanismes d'une société post-industrielle de consommation. La Pologne est entrée dans les années 1990 sans avoir terminé la modernisation de son agriculture (laquelle n'avait pas englobé la modernisation des structures de production), avec une économie peu moderne nécessitant la restructuration et la désindustrialisation, et avec une main d'oeuvre peu qualifiée à l'échelle européenne.

Le contexte des changements de la structure sociale des pays de l'Europe centre-orientale semble similaire, mais ces changements s'opèrent de manière différente (voir Figure 1). On note une proportion notable, la plus grande parmi les pays inclus dans l'EES 2010 (*Européenne enquête sociale*), des personnes employées dans l'agriculture, mais aussi une part significative de la classe moyenne, proche de celle des pays de l'Ouest, enfin une proportion bien moindre d'ouvriers. C'est un écho de l'absence de collectivisation en Pologne, tandis que dans les autres pays de la région la collectivisation a dépayanisé la campagne dans les années 1950 et 1960.

Le schéma du processus des changements esquissé ci-dessus et sa juxtaposition avec le schéma « occidental » veulent montrer la logique de leurs apparitions successives. En simplifiant, on peut dire que depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui la structure sociale de l'Europe rurale subissait la dépayanisation, ensuite la prolétarianisation, enfin l'embourgeoisement. Le cours de ces processus en Pologne n'est pas le même. Ils commencent plus tard, et sont ainsi retardés par rapport à l'Ouest. Leurs conditions sont donc aussi différentes : par exemple, la main d'oeuvre quittant l'agriculture ne peut être absorbée par l'industrie, étant donnée la désindustrialisation déjà en cours. Il est vrai

que la prolétarianisation et la dépaysonisation ont commencé en Pologne presque en même temps qu'à l'Ouest, mais l'industrialisation polonaise a d'abord absorbé la surpopulation agricole, tandis que par la suite les deux processus s'opèrent de manière spécifique, comme si arrêtés dans leur cours, ce qui se traduit par l'installation à la campagne des paysans-ouvriers. Ces processus n'accélèrent que dans la période 1990–2010, accompagnés de l'embourgeoisement. Ce décalage et la simultanéité des processus se superposant l'un à l'autre définit la spécificité des processus des changements de la structure sociale de la Pologne rurale.

Bibliographie

- Błąd M., 2009, « Rolnictwo jako przechowalnia nadwyżek siły roboczej w okresie transformacji systemowej w Polsce », *Wieś i Rolnictwo*, n° 4, p. 144–156.
- Chałasiński J., 1938, *Młode pokolenie chłopów*, Warszawa : LSW (1984 – réédition).
- Domański H., 1996, *Na progu konwergencji: stratyfikacja społeczna w krajach Europy Środkowo-Wschodniej*, Warszawa : Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii PAN.
- Domański H., 2002, *Polska klasa średnia*, Wrocław : Fundacja na rzecz Nauki Polskiej.
- Domański H., 2004, *Struktura społeczna*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Domański H., 2009, *Spółczeństwa europejskie. Stratyfikacja i systemy wartości*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Domański H., Pokropek A., Żóttak T., 2012, *Stratyfikacja społeczna a zachowania polityczne. Kraje europejskie w latach 2002–2012*, Warszawa : Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii PAN.
- GUS, 2015, *Polska 1989–2014*, Warszawa : Zakłady Wydawnictw Statystycznych.
- Frenkel I., 2003, *Ludność, zatrudnienie i bezrobocie na wsi. Dekada przemian*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN, Fundacja Wspomagania Wsi.
- Frenkel I., 2007, *Pracujący w gospodarstwach rolnych – według spisów 2002 i 2005*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.
- Frenkel I., 2014, « Ludność wiejska », [in :] I. Nurzyńska, W. Poczta (dir.), *Polska wieś 2014. Raport o stanie wsi*, Warszawa : FDPA – Wydawnictwo Naukowe Scholar, p. 27–84.

- Gardawski J., 2008, « Degradacja i wykluczenie klasy pracowniczej », [in :] M. Jarosz (dir.), *Wykluczeni. Wymiar społeczny, materialny, etniczny*, Warszawa : Instytut Studiów Politycznych PAN, p. 69–106.
- Gilejko L. K., 2010, « Klasy i warstwy we współczesnym społeczeństwie polskim », [in :] M. Jarosz (dir.), *Polacy równi i równiejsi*, Warszawa : Instytut Studiów Politycznych PAN, p. 17–44.
- Gorlach K., 2001, *Świat na progu domu. Rodzinne gospodarstwa w Polsce w obliczu globalizacji*, Kraków : Uniwersytet Jagielloński.
- Gorlach K., 2009, *W poszukiwaniu równowagi. Polskie rodzinne gospodarstwa rolne w Unii Europejskiej*, Kraków : Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Gorlach K., Seręga Z., Drąg Z., 2003, *Młode pokolenie III Rzeczypospolitej. Aspiracje życiowe w przeddzień integracji z Unią Europejską*, Warszawa : Instytut Spraw Publicznych.
- Guimond L., Simard M., 2010, « Gentrification and neo-rural population in the Quebec countryside: representations of various actors », *Journal of Rural Studies*, n° 4, p. 449–469.
- Halamska M., 2004, « A different end of the peasants? », *Polish Sociological Review*, n° 3 (147), p. 245–268.
- Halamska M., 2015, « Zróżnicowanie społeczne „wiejskiej Europy” », *Więś i Rolnictwo*, n° 4, p. 47–64.
- Halamska M., 2016, « Zmiany struktury społecznej wiejskiej Polski », *Studia Socjologiczne*, n° 1, p. 37–66.
- Halamska M., 2018, *Studia nad strukturą wiejskiej Polski*, vol. 3: *Świadomościowe korelaty struktury społecznej*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar, Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.
- Kayser B., 1990, *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris : Armand Colin.
- Kovach I., 2000, « LEADER, a new social order, and the Central- and East-European Countries », *Sociologia Ruralis*, n° 2 (40), p. 181–189.
- Maloutas Th., 2011, « Contextual diversity in gentrification research », *Critical Sociology*, n° 1 (38), p. 33–48.
- Marshall G. (dir.), 2004, *Słownik socjologii i nauk społecznych*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Maurel M.-C., Halamska M., Lamarche I., 2003, *Le repli paysan. Trajectoires de l'après-communisme en Pologne*, Paris : L'Harmattan.
- Mendras H., 1967, *La fin des paysans*, Paris : Sédésis.
- Mendras H., 1994, *La Seconde Révolution française 1965–1984*, Paris : Gallimard.
- Phillips M., 1993, « Rural gentrification and the processes of class colonisation », *Journal of Rural Studies*, vol. 9 (2), p. 123–140.
- Rosner A., 2012, *Zmiany rozkładu przestrzennego zaludnienia obszarów wiejskich*, Warszawa: Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.

- Swain N., 2000, « Rurality in modern societies with a particular focus on the countries of Central and Eastern Europe », [in :] D. Brown, A. Bandlerowa (dir.), *Rural Development in Central and Eastern Europe: Proceedings of Research Conference, December 6–9, 1999, Podbanske, Slovakia*, Nitra : Slovak Agricultural University, p. 21–34.
- Turski R., 1970, « Przemiany struktury społecznej wsi », [in :] W. Wesołowski (dir.), *Struktura i dynamika społeczeństwa polskiego*, Warszawa : PWN, p. 207–248.
- Wallerstein I., 1974, *The modern world-system: Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century*, New York : Academic Press.
- Wójcik M., 2011, « Geografia wsi – nowe wyzwania badawcze », [in :] M. Halamska (dir.), *Wieś jako przedmiot badań naukowych*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar, p. 45–48.
- Wójcik M., 2013, « Gentryfikacja wsi – jak daleko od miasta? », [in :] J. Jakóbczyk-Gryszkiewicz (dir.), *Procesy gentryfikacji*, vol. 2, Łódź : Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, p. 165–174.

(Traduit du polonais: Adam T. Halamski)